

CHAPITRE XIV – LA DICTATURE ÉLECTORALE BRÉSILIENNE ET LA CORRUPTION MEURTRIÈRE

^(1er) Le Brésil est un pays immense et plein de richesses, et c'est pour cette raison qu'il est très convoité par ceux qui dominent le monde. Il en résulte qu'il a été transformé en colonie d'exploitation dès sa découverte, privant son peuple de paix et de liberté. Les États-Unis, au contraire, ont été des colonies de peuplement et sont devenus les successeurs de l'Angleterre et de son impérialisme.

^(2e) Aux États-Unis, les terres ont été divisées entre de nombreuses personnes, ce qui a aidé à décentraliser le pouvoir. Au Brésil, les terres ont été distribuées à un petit nombre de personnes, concentrant ainsi le pouvoir entre leurs mains. Cette manière de répartir le pouvoir au Brésil a créé une oligarchie⁵¹⁰ qui contrôlait le pays avec l'Église catholique et la franc-maçonnerie — tout en travaillant toujours au service de l'impérialisme. Cependant, comme les États-Unis ont commencé avec l'esclavage et ont accepté l'exclusion sociale au lieu d'agir pour améliorer la situation de tous, ils connaissent des problèmes politiques semblables aux nôtres.

^(3e) La franc-maçonnerie, l'Église catholique et ceux qui détiennent le pouvoir économique agissent comme des nations au-dessus des nations. Ils sont présents dans tous les pays et construisent un réseau de personnes protégées qui forme une pyramide de pouvoir jusqu'aux plus riches. Cette manière de répartir le pouvoir crée une immense oligarchie composée de grandes entreprises et de multinationales. Elle se place non seulement au-dessus des nationalités, mais aussi au-dessus de systèmes politiques comme le capitalisme et le communisme — même si ces systèmes s'opposent à d'autres niveaux.

^(4e) Aujourd'hui, le pouvoir de l'Église catholique a été partagé avec l'apparition de plusieurs autres Églises chrétiennes qui sont en concurrence avec elle. Mais ces Églises suivent encore une voie idéologique semblable, gardant ensemble le silence sur des sujets qui devraient être abordés, ou intervenant dans des sujets qui ne relèvent pas vraiment de leur responsabilité. La franc-maçonnerie a également conservé son influence sur différentes Églises. Elle est contrôlée par les Illuminati, une société encore plus secrète. Les Illuminati réunissent les dirigeants des grandes entreprises et des institutions gouvernementales.

^(5e) Pendant l'Empire du Brésil, l'influence des francs-maçons était très connue. Dom Pedro Ier et les tuteurs de Dom Pedro II étaient francs-maçons. Même si Dom Pedro II ne l'était pas, il montrait souvent que le contrôle du pays n'était pas entre ses mains, mais entre celles des riches. Et lorsqu'il a défié les oligarchies en abolissant l'esclavage, il a été renversé par la république, qui était soutenue par celles-ci.

^(6e) Les candidats politiques actuels sont la continuation de ce même système, car les francs-maçons interviennent encore dans leur sélection à travers un réseau d'influences. Le problème est que ces choix sont faits dans le but de tirer profit de la population et, lorsque cela arrive, la domination devient malsaine et destructrice — en faisant du mal aux autres pour les contrôler. C'est pour cette raison que, tout au long de son histoire politique, le Brésil a souffert à plusieurs reprises d'actes de destruction poussés par des intérêts étrangers.

^(7e) Pendant la dictature militaire, João Goulart, connu sous le nom de Jango, a été renversé de la présidence précisément parce qu'il s'éloignait des plans de ceux qui exerçaient

⁵¹⁰ *Oligarchie* — signifie « gouvernement de quelques-uns » en grec. C'est une forme de gouvernement dans laquelle le pouvoir politique reste entre les mains d'un petit nombre de personnes appartenant à des groupes familiaux, à des partis, à des groupes économiques ou à des corporations professionnelles.

le contrôle et qu'il était sur le point de rendre le véritable pouvoir au peuple brésilien. Contrairement à ce que beaucoup affirment, il était en réalité très populaire. La preuve en est qu'à cette époque, les élections à la présidence et à la vice-présidence avaient lieu séparément, et qu'il a obtenu plus de voix comme candidat à la vice-présidence que Jânio Quadros comme candidat à la présidence.

^(8e) Après la démission de Jânio Quadros en 1961, Jango est devenu président et est resté au pouvoir jusqu'en 1964. Le 13 mars 1964, après avoir signé plusieurs décrets, il a organisé un grand rassemblement à la Central do Brasil, à Rio de Janeiro, réunissant environ 130 000 personnes. Il y a annoncé les « Réformes de Base ⁵¹¹ qui avaient pour objectif d'apporter des changements sociaux et économiques au pays. Peu de temps après, le 31 mars 1964, un coup d'État militaire a eu lieu et l'a renversé. Le 1er avril, les militaires ont consolidé leur contrôle sur le gouvernement. Jango a alors été forcé de quitter le pays et s'est exilé en Uruguay.

^(9e) João Goulart est décédé en 1976 en Argentine. Comme d'autres personnes, je crois qu'il a été empoisonné, même si le rapport officiel affirme qu'il est mort d'une crise cardiaque. Après tout, il était la principale cible des impérialistes, qui se considéraient comme les véritables propriétaires de ce pays. Il n'était pas communiste, mais la lutte contre les grands trusts et la nécessité de défendre notre patrimoine et notre population étaient devenues des idées largement partagées à l'époque grâce au travail de sensibilisation de Monteiro Lobato. Dans son livre, *O Escândalo do Petróleo e Ferro* ⁵¹², Monteiro Lobato a expliqué comment les impérialistes, avec l'aide du gouvernement, avaient essayé de s'approprier les richesses brésiliennes. Une preuve que les impérialistes ne combattaient pas réellement le communisme, mais plutôt notre population, est le fait que, pendant la dictature militaire, nos films ont été censurés — même si beaucoup de leurs idées ont ensuite été utilisées par les États-Unis.

^(10e) Pendant ce temps, tous les dirigeants de la résistance ou les personnes qui pouvaient devenir des leaders au sein de la population étaient écartés. Leonel Brizola a été une figure de résistance qui mérite d'être mentionnée car, même s'il était le beau-frère de Jango, il a survécu au coup d'État militaire et a réussi à occuper d'importantes fonctions politiques. Cependant, son image publique a été fortement attaquée par Rede Globo. Une trace de ce conflit a été le droit de réponse qu'il a obtenu des années plus tard, le 15 mars 1994 ⁵¹³.

^(11e) Pendant la dictature militaire, les candidats à la présidence étaient choisis par les forces armées et soumis au vote du Collège électoral, qui avait été formé au sein du Congrès national après l'exclusion des dirigeants opposés au coup d'État. Avec l'AI-2 — Acte institutionnel n° 2 — en 1965, tous les partis politiques ont été supprimés et seulement deux ont été créés. L'ARENA — Alliance rénovatrice nationale — était le parti du gouvernement et le MDB — Mouvement démocratique brésilien — était l'opposition tolérée. En 1979, le président, le général João Batista Figueiredo, a promulgué la Loi organique sur les partis politiques, rétablissant le multipartisme dans notre système politique. Le processus d'ouverture politique a commencé en 1984, lorsque Tancredo Neves a été choisi comme candidat par le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), successeur du MDB, et Paulo Maluf comme candidat par le Parti démocratique social (PDS), successeur de l'ARENA.

^(12e) Les médias de masse ont largement couvert ces élections, en polarisant les opinions comme si Tancredo Neves représentait le bien et Paulo Maluf le mal. Cette stratégie psychologique a poussé la population à s'impliquer fortement dans cette élection, même si le

⁵¹¹ L'intention de João Goulart était de réaliser des réformes agraire, fiscale, administrative, bancaire et éducative.

⁵¹² Ce livre est commenté plus en détail dans les paragraphes 209e à 213e du Chapitre XVI.

⁵¹³ Cité dans la note de bas de page du paragraphe 37e du Chapitre XIII.

vote était encore indirect. Finalement, Tancredo Neves a remporté l'élection mais, avant de prendre ses fonctions, il est tombé gravement malade à cause d'une diverticulite⁵¹⁴ et est décédé, provoquant une grande émotion dans tout le pays.

^(13e) La vérité est que toute l'agitation créée autour de cette situation a parfaitement servi les intérêts de ceux qui exerçaient le contrôle, car elle a aidé la population à oublier un peu la dictature militaire et à participer de manière festive aux élections suivantes. Cela a rendu la population moins méfiante et a contribué à donner plus de légitimité aux candidats suivants. En réalité, la population était conduite vers une dictature avec des élections.

^(14e) Lors des élections suivantes, Fernando Collor a été élu grâce à une forte promotion dans les médias de masse. De nombreuses images le montraient en train de nager, de pratiquer les arts martiaux et de courir. À peine élu, la télévision a diffusé l'image d'une femme nue dansant la samba dans un générique de carnaval — le personnage appelé « Globeleza ». Il s'agissait d'un processus progressif où, tantôt l'érotisation détournait l'attention des gens de la politique, tantôt la politique les détournait de la sexualisation en cours.

^(15e) La campagne électorale de Fernando Collor m'a appris que les doministes donnent de la légitimité à leurs actions en les faisant passer pour des victoires populaires. Après tout, Fernando Collor avait un passé obscur et la population n'avait pas de raisons solides de voter pour lui. Les doministes gagnent la sympathie de la population pour obtenir ce qu'ils veulent. Cela correspond à ce qu'enseigne Foucault sur la « docilité-utilité », comme nous l'avons vu au chapitre IV.

^(16e) C'est pourquoi, lorsque les gouvernants n'accordent pas quelque chose, les gens ont tendance à l'accepter, en pensant qu'ils ont échoué à cause de leur propre manque d'action ou de celui des autres. Mais ce n'est pas ce qui se passe réellement. La volonté et les droits de la population sont violés depuis la fondation du pays. Lorsque les gens réagissent, soit leur réaction est isolée, soit ils sont tués. Le moyen de les isoler consiste à bloquer les informations, afin d'empêcher d'autres personnes de les rejoindre. Par conséquent, la plupart des gens ne se sentent même pas motivés à essayer de réagir, car ils ont l'impression qu'il s'agit d'un effort solitaire et inutile.

^(17e) Fernando Collor a bénéficié d'une campagne extrêmement bien financée — très riche. Sa photo était partout — sur les murs et les poteaux dans tout le pays — et, de manière hypocrite, son programme politique était fondé sur la lutte contre les « marajás »⁵¹⁵. À l'époque, les gens ne savaient pas que nous pouvions être manipulés par les impérialistes, car aucune information publique ne liait les États-Unis au coup d'État militaire. Cependant, les actions de Collor ont montré son hostilité envers la population. Il a pratiquement autorisé l'usage de l'hypnose par les médias de masse lorsqu'il a abrogé le décret n° 51.009/61⁵¹⁶.

^(18e) Depuis les premières élections civiles après le coup d'État, avec l'aide des médias de masse, notre politique a été polarisée entre la droite et la gauche⁵¹⁷. La droite est associée au

⁵¹⁴ *Diverticules* — ce sont des sortes de poches qui se forment dans les parois de l'intestin. La diverticulite est l'inflammation de ces poches, qui peuvent se rompre et contaminer tout le corps avec des matières fécales.

⁵¹⁵ *Marajás* — surnom donné à l'époque par Fernando Collor aux fonctionnaires et aux retraités du pouvoir politique qui recevaient des salaires extrêmement élevés de l'État.

⁵¹⁶ Décret n° 51.009/61 — interdisait les spectacles ou les numéros isolés d'hypnotisme et de léthargie, de tout type ou sous toute forme, dans les clubs, les auditoriums, sur les scènes ou dans les stations de radio ou de télévision. Il a malheureusement été abrogé par le décret n° 11 du 18 janvier 1991, sous la présidence de Fernando Collor. Source : Câmara. Disponible à l'adresse : <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1960-1969/decreto-51009-22-julho-1961-390635-publicacaooriginal-1-pe.html>.

⁵¹⁷ Le spectre politique gauche-droite est un système de classification des positions politiques, des idéologies et des partis fondé sur les questions d'égalité sociale (gauche) et de hiérarchie sociale (droite). Les termes « gauche »

capitalisme et la gauche au communisme. Cependant, je considère que ces étiquettes servent surtout à créer de la confusion et à diviser la population, car cette division serait davantage économique que politique. Après tout, les gouvernements capitalistes comme les gouvernements communistes ont imposé des dictatures économiques à leurs peuples. Par exemple, la liberté que le capitalisme a donnée aux populations ne les a pas protégées contre les abus des entreprises et des gouvernements. D'un autre côté, Cuba, malgré son système communiste, présente de bien meilleurs chiffres sociaux que les États-Unis dans les domaines de la santé et de l'éducation, même avec tous les blocus imposés par cette puissance.

^(19e) De mon point de vue, la bonne définition est que la droite défend un plus grand contrôle du gouvernement sur la population, tandis que la gauche défend une participation plus grande et plus directe de la population aux décisions du gouvernement. Sur cette base, notre *Constitution Fédérale* est de gauche, car elle définit notre gouvernement comme une démocratie et correspond aux idéaux d'égalité, de liberté et de fraternité. Elle possède également des mécanismes permettant d'éliminer les contradictions et de transformer les garanties accordées à la population en *clauses intangibles*⁵¹⁸ — afin qu'elles ne puissent pas être modifiées.

^(20e) Mais nos gouvernements sont de droite parce qu'ils n'obéissent pas aux lois et qu'ils créent même d'autres lois, de niveau inférieur, qui vont à l'encontre de la Constitution fédérale. Nous vivons sous une sorte de dictature, et être dictatorial, c'est être de droite — même s'il existe de nombreux textes philosophiques qui essaient de rendre cette question confuse.

^(21e) Voyez à quel point notre système est dictatorial : si je n'ai pas de roue de secours dans ma voiture, la police peut la faire remorquer vers son dépôt ou vers un dépôt privé. Mais qu'est-ce qui est le plus dangereux — être sans roue de secours ou être sans voiture ? Une fois, parce que je n'avais pas de roue de secours, la police a emmené ma voiture la nuit, sur une route rurale à plusieurs kilomètres de la ville et pendant une crise sanitaire, alors que j'étais seule et que j'avais des problèmes de santé. Il s'agissait d'un acte coordonné d'oppression qui a violé des lois supérieures, y compris des principes moraux, en mettant ma santé et ma sécurité en danger. Les policiers sont apparus soudainement sur la route sombre, comme s'il s'agissait d'une embuscade, et ils m'ont même intimidée.

^(22e) Les règles de circulation actuelles donnent à la police et au gouvernement des possibilités d'agir de manière dictatoriale, mais les gens y pensent rarement. Et le contrôle de la circulation est un outil stratégique pour une dictature, car même si nous avons l'habeas corpus, nous pouvons toujours être retenus par d'autres moyens beaucoup plus arbitraires, que l'habeas corpus ne couvre pas. Cette situation est aggravée par l'absence d'enregistrements externes des actions de la police.

^(23e) Les expressions que nous utilisons en portugais du Brésil révèlent beaucoup de choses sur notre histoire qui n'a pas été racontée. Un exemple est la façon de parler des habitants du Minas Gerais⁵¹⁹, qui suggère qu'à l'époque coloniale, la domination au Brésil était aussi anglaise.

^(24e) « Uai », par exemple, est une expression du Minas Gerais si ancienne que son origine reste obscure. Mais pour moi, il semble évident qu'elle vient du mot anglais « why », car le mot brésilien est une interjection qui exprime une question. Une autre expression qui soutient cette interprétation est « Isso é pra inglês ver » (« C'est pour que les Anglais le voient »), qui signifie suivre un protocole

et « droite » sont apparus pendant la Révolution française (1789-1799), lorsque les membres de l'Assemblée nationale se sont divisés entre les partisans du roi (Ancien Régime = domination), placés à la droite du président, et les partisans de la révolution (égalité, liberté et fraternité = libération), placés à sa gauche. Source : Wikipédia. Disponible à l'adresse : https://en.wikipedia.org/wiki/Left%E2%80%93right_political_spectrum

⁵¹⁸ *Constitution Fédérale*, art. 60, § 4^o — « Ne fera pas l'objet d'une délibération toute proposition d'amendement visant à abolir : I - la forme fédérative de l'État ; II - le vote direct, secret, universel et périodique ; III - la séparation des pouvoirs ; IV - les droits et garanties individuels. »

⁵¹⁹ Personne originaire de l'État brésilien du Minas Gerais.

uniquement pour sauver les apparences, même s'il ne sert à rien. Ces deux expressions suggèrent que les Anglais avaient une autorité sur les Brésiliens — qui étaient constamment interrogés et poussés par les Anglais à suivre des protocoles.

^(25e) Il y a un siècle, le problème dont on discutait au Brésil était que nos élections étaient frauduleuses, depuis le choix des candidats jusqu'au vote dans les urnes. Aujourd'hui, voter au Brésil ne représente pas la démocratie, mais plutôt la dictature. C'est pour cette raison que beaucoup de personnes se méfient du processus de vote électronique et des machines à voter électroniques. Moi-même, dans la première édition de ce livre, j'ai exprimé une opinion contraire aux machines à voter électroniques.

^(26e) João Goulart a été le premier président véritablement démocratique du Brésil — ce qui allait à l'encontre des plans des impérialistes — et c'est pour cette raison que le coup d'État militaire a eu lieu. L'objectif était de reprendre le contrôle de notre système électoral et de le réorganiser pour qu'il ne soit pas démocratique. Les changements ont été conçus pour faire de la corruption une partie du système et pour supprimer les garanties liées aux droits dits démocratiques. Le type de politique que nous voyons aujourd'hui au Brésil cherche davantage à maintenir la population dans l'ignorance qu'à l'aider à comprendre ce qui se passe. C'est l'une des raisons pour lesquelles les élections présidentielles ont lieu les mêmes années que la Coupe du monde. Cela détourne l'attention de la population vers les matchs et laisse peu de temps aux gens pour réfléchir à l'identité des candidats. Pour que nos élections soient plus légitimes, ce calendrier devrait changer.

^(27e) Jusqu'à présent, les machines à voter brésiliennes n'ont montré aucun signe de failles permettant des fraudes. Et, officiellement, le passage au vote électronique a été fait pour lutter contre les fraudes. Cependant, ce sujet n'est pas débattu avec la population — alors qu'il devrait l'être. Au minimum, le peuple devrait être informé des dispositifs de sécurité qui rendent le vote électronique sûr.

^(28e) Parmi les pays qui ont cessé d'utiliser le vote électronique ou qui ont choisi de ne pas l'utiliser à grande échelle, on trouve les Pays-Bas, l'Irlande, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Actuellement, en Espagne, en Italie et au Portugal, le vote électronique est utilisé uniquement dans le cadre de tests sans valeur juridique⁵²⁰.

^(29e) Le 3 mars 2009, en Allemagne, la Cour constitutionnelle fédérale a décidé que la loi autorisant les machines à voter était inconstitutionnelle. La raison était que ces machines ne permettaient pas aux citoyens ordinaires de vérifier le processus de comptage des voix sans avoir besoin de connaissances techniques⁵²¹. Cela a été jugé inconstitutionnel parce que les élections sont censées être des actes publics et que, si le comptage des voix n'est pas transparent, elles deviennent privées.

^(30e) Aux États-Unis, un documentaire intitulé *Hacking Democracy*⁵²² (Piratage de la démocratie) est sorti en 2006. Il présente une enquête de trois ans menée par des citoyens américains. Ce documentaire parle des anomalies et des irrégularités des systèmes de vote électronique survenues pendant l'élection présidentielle de 2004. Il se concentre particulièrement sur les problèmes liés aux machines fabriquées par l'entreprise Diebold.

^(31e) En France, les urnes électroniques sont appelées « machines à voter ». En 2007, elles ont été utilisées dans 81 villes pendant l'élection présidentielle, ce qui a provoqué une grande controverse. Il y a eu de nombreuses protestations publiques et des actions en justice contre ce type de vote. Après toutes ces réactions négatives, le nombre de communes autorisées à utiliser ces appareils a été gelé, et le ministère de l'Intérieur a créé un groupe chargé de travailler spécialement sur cette question. En 2015, elles n'étaient utilisées que dans 65 villes

⁵²⁰ Source : Sénat. Disponible à l'adresse : https://www.senat.fr/lc/lc176/lc176_mono.html

⁵²¹ Source : Wikipédia. Disponible à l'adresse : https://fr.wikipedia.org/wiki/Vote_%C3%A9lectronique

⁵²² Source : Wikipédia. Disponible à l'adresse : https://fr.wikipedia.org/wiki/Hacking_Democracy

françaises, et l'un des problèmes les plus fréquents était que le nombre de votes exprimés était supérieur au nombre de signatures enregistrées⁵²³.

^(32e) Ici, au Brésil, jusqu'à présent, ces débats n'ont pas été soutenus par des raisons techniques ou logiques. Ils ont surtout été utilisés pour attiser les tensions au sein de la population. Ici, beaucoup de frères se séparent à cause de la politique, alors que, bien souvent, des politiciens adversaires s'embrassent en privé comme s'ils étaient frères. Mais si nous pouvons comprendre que tous les politiciens — quel que soit leur camp — ont contribué et contribueront à une vérité plus grande, nous pouvons commencer à apaiser nos tensions liées à la politique.

^(33e) Tout homme ou toute femme politique qui occupe une fonction élective n'est qu'un fonctionnaire public. Il est de notre devoir de faire en sorte que son travail soit utilisé au mieux, quel que soit le parti auquel cette personne appartient. Le véritable problème apparaît lorsque les gens se contentent de se plaindre sans chercher de solution.

^(34e) De mon point de vue, dans les conditions actuelles, les Brésiliens ont même besoin d'affaiblir la continuité politique qui existe dans les pouvoirs législatif et exécutif afin de renforcer le pouvoir judiciaire. Si nous renforçons les juges de carrière du pouvoir judiciaire, nous avons de grandes chances d'obtenir, au minimum, qu'il oblige l'Exécutif et le Législatif à respecter la loi — et à cesser de créer des lois illégales. Cela ne veut pas dire que le pouvoir judiciaire soit parfait, comme je l'ai déjà dit, mais son renforcement aide à rétablir l'équilibre dont nous avons besoin.

^(35e) La dictature dans laquelle nous vivons — même si nous avons des élections — est dénoncée à travers des événements comme ceux qui ont concerné le groupe « Liberdade aos 23 ». Ce groupe organisait des actions d'éducation populaire dans les favelas et dénonçait l'échec de notre système représentatif. En 2013 et 2014, ses membres ont organisé des manifestations contre les actions abusives du gouvernement liées à la Coupe du monde. Pour cette raison, ils ont été traités comme des terroristes, persécutés par le gouvernement et condamnés à sept ans de prison — y compris la Dre ⁵²⁴, l'une des membres du groupe. Tout cela est arrivé simplement parce qu'ils ont osé défier le contrôle des pays riches et dénoncer la corruption impérialiste. Ce groupe avertit également que les mouvements sociaux sont traités comme des activités criminelles, dans le cadre d'une vague plus large de répression et d'autoritarisme.

^(36e) Les abus contre la population sont commis publiquement, mais de manière hypocrite — comme l'amnistie accordée aux militaires impliqués dans le coup d'État. C'est à cause d'actions comme celle-ci que les militants sociaux de cette époque subissent encore aujourd'hui les conséquences du coup d'État militaire. Il s'agissait d'une stratégie visant à empêcher que les crimes militaires soient enregistrés. C'est pourquoi nous voyons encore des actes de torture dans les prisons, des arrestations abusives, des invasions de domiciles, des infiltrations illégales dans les manifestations, des écoutes téléphoniques visant des avocats et des offres de fortes sommes d'argent en échange de dénonciations donnant droit à une réduction de peine, parmi d'autres abus.

^(37e) L'intervention militaire à Rio de Janeiro en 2018 et le comportement abusif des forces de police montrent que la voie vers l'oppression reste ouverte. Cela exige une vigilance constante de la population pour défendre ses libertés et ses droits.

^(38e) Jusqu'à présent, de nombreux décès ont été causés aussi bien par les actions que par les omissions du gouvernement. La population finit par devenir complice de la domination,

⁵²³ Source : Interstices.Info. Disponible à l'adresse : <https://interstices.info/le-vote-electronique-10-ans-apres/>

⁵²⁴ **Dre Camila Jourdan** — professeure de philosophie à l'UERJ, auteure du livre *2013 – Memórias e resistências* et militante anarchiste, qui s'exprime au nom du groupe sur YouTube à l'adresse indiquée dans le texte original. https://www.youtube.com/channel/UCYqUYs1zH8jKr8NxBr_ssYA.

car elle passe son temps à se plaindre — elle parle même mal d'elle-même — puisqu'elle critique son propre peuple. Elle répète le discours des doministes sans essayer de comprendre ce qui se passe réellement. Et ce peuple a vraiment beaucoup de choses à nous apprendre, car il possède des caractéristiques universelles.

(39e) Par exemple, chaque fois qu'un scandale politique éclate — ce qui arrive souvent ici — la première réaction des gens est de reprocher au peuple de ne pas savoir voter, comme si le problème était seulement une question d'éducation. Mais à chaque élection, quelqu'un doit obligatoirement être élu, c'est-à-dire qu'un candidat est toujours élu — même par une minorité — dès lors qu'il obtient le plus grand nombre de votes valides par rapport aux autres. Par conséquent, refuser de voter parce qu'il n'y a pas de candidats honnêtes ne change rien, puisque les élections ne sont jamais annulées. Ainsi, l'élection de politiciens malhonnêtes n'est pas la faute de la population, mais des groupes qui choisissent les candidats.

(40e) En même temps, tout le monde sait que l'éducation n'intéresse pas les doministes. Les gouvernements actuels utilisent l'antiféminisme institutionnalisé pour la combattre. Ils présentent le corps enseignant comme s'il était composé uniquement de femmes et dévalorisent les revenus des femmes comme s'ils servaient seulement à acheter des parfums. Ainsi, alors que pendant la dictature militaire les enseignants étaient assassinés avec violence, dans ce qu'on appelle la dictature électorale, leurs voix sont affaiblies économiquement afin de les réduire au silence.

(41e) En 1991, dans le Minas Gerais, le gouverneur de l'époque, Hélio Garcia, a dépensé une somme importante dans des publicités télévisées qui s'opposaient indirectement à la grève des enseignants. En réalité, cette somme était supérieure à celle qui aurait été nécessaire pour répondre aux revendications salariales des enseignants, ce qui prouvait que le problème n'était pas économique. Malgré cela, à l'époque, la population a été fortement influencée par ces publicités, ce qui a empêché les enseignants d'atteindre leurs objectifs.

(42e) Si le public ne soutient pas les enseignants — et finit par agir contre ses propres intérêts — c'est parce qu'il est directement influencé par la radio, la télévision et Internet. Et depuis que Fernando Collor a supprimé l'interdiction d'utiliser l'hypnose dans les programmes de divertissement et d'opinion⁵²⁵, qui peut garantir que son opinion est libre de toute manipulation psychologique ? D'ailleurs, presque tout le monde affirme que c'est le cas, mais la vérité est que, si les gens regardent la télévision, utilisent Internet et jouent à des jeux vidéo, ils ne peuvent pas en être certains. Il est vrai que l'hypnose était déjà très répandue avant l'abrogation de ce décret — mais après cela, son utilisation a même cessé d'être remise en question.

(43e) Face à la longue continuité politique au sein des partis, la sécurité électorale profite aussi aux doministes. D'ailleurs, la sécurité de ce processus va bien au-delà des machines à voter elles-mêmes — elles n'en sont qu'une partie. L'ancien système manuel était très vulnérable et les fraudes étaient fréquentes. Le système de vote électronique a été créé et se développe depuis 1996 dans le but de prévenir les fraudes, et il prend de plus en plus la forme d'un système de sécurité.

(44e) Le chiffrement et les signatures électroniques rendent le traitement des données illisible pour toute personne extérieure à la Justice électorale et permettent de relier chaque étape du processus à ses responsables, en sécurisant chaque phase. Cela permet un contrôle complet de toute la procédure.

(45e) Les programmes des machines à voter reçoivent des codes de hachage, qui permettent de vérifier leur authenticité d'une manière considérée comme inviolable. Les programmes sont contrôlés au moins deux fois : une fois pendant le Test public de sécurité et

⁵²⁵ Abrogation du décret n° 51.009/61 par le décret n° 11 du 18 janvier 1991.

une autre pendant la Cérémonie de signature numérique et de scellement du système. Ces deux cérémonies sont publiques, avec la présence d'organismes de contrôle de différentes origines, et les systèmes sont scellés à la fin.

^(46e) Le Test public de sécurité a lieu peu après la création des programmes des machines à voter et un an avant les élections. Pendant ce test, des spécialistes de la sécurité et des hackers (personnes qui tentent de pénétrer dans des systèmes), sélectionnés dans le cadre d'appels publics et autorisés à participer seuls ou en équipe, essaient de pénétrer dans le système des machines à voter. S'ils y parviennent ou trouvent une vulnérabilité qui pourrait permettre une telle intrusion, le système est modifié afin de corriger le problème.

^(47e) La Cérémonie de signature numérique et de scellement du système a lieu vingt jours avant les élections, juste après que les employés du bureau électoral ont chargé les données⁵²⁶ dans les machines à voter. Pendant cette cérémonie, des tests publics sont à nouveau réalisés afin de contrôler les machines, et tout citoyen âgé de plus de 18 ans peut y participer. Le scellement physique des machines est inspecté par les représentants des partis le jour des élections.

^(48e) Dans un autre type d'audit, certaines machines à voter sont tirées au sort et envoyées dans la capitale, où elles sont filmées pendant un vote parallèle réalisé le jour de l'élection, afin de vérifier l'exactitude du comptage des voix. Cette procédure est également réalisée dans les bureaux électoraux locaux. De plus, ces bureaux peuvent utiliser des programmes d'audit pour examiner tout soupçon de fraude à n'importe quel moment du processus.

^(49e) Lorsque les données sont chargées dans les machines à voter, celles-ci reçoivent un nouveau numéro de sécurité généré par le système. Elles sont ensuite associées — par leur numéro d'inventaire et leur numéro numérique — à la zone et à la section électorales dans lesquelles elles seront utilisées. C'est grâce à cette identification unique que le système reconnaît chaque machine à voter, et le Tribunal électoral n'accepte pas la transmission des votes provenant de machines qui ne correspondent pas à cet enregistrement. C'est l'un des dispositifs qui empêchent l'échange ou le remplacement des machines à voter.

^(50e) Il est intéressant de noter que les machines à voter ne possèdent pas de ports d'accès externe — seulement le bouton marche-arrêt et les touches permettant de voter. Elles n'acceptent ni souris, ni clavier, ni aucune autre entrée matérielle ou logicielle. La machine reconnaît uniquement le logiciel développé par la Justice électorale, qui est fermé. Si quelqu'un essaie de la modifier, la machine se bloque, car elle n'accepte aucune commande externe. Elle fonctionne uniquement selon ses fonctions et aux horaires programmés. Si elle est éteinte, lorsqu'elle redémarre, elle reprend exactement là où elle s'était arrêtée. Ainsi, une modification physique ne ferait qu'endommager la machine.

^(51e) La liste des électeurs est enregistrée dans la machine à voter 150 jours avant les élections. C'est la date limite. Toute modification faite après cette date n'est pas enregistrée. Les noms de ces électeurs sont ceux qui figurent sur la liste électorale. Une personne dont le nom n'est pas inclus dans le programme de la machine ne peut pas voter dans cette section électorale.

^(52e) Les mesures de sécurité protègent principalement le code source, le matériel de la machine à voter et la transmission du décompte des voix. Les machines ne sont pas non plus connectées à Internet.

^(53e) Pour la transmission et le comptage des voix, trois systèmes de contrôle sont utilisés et se surveillent mutuellement. Pour qu'ils puissent fonctionner ensemble, ils ne doivent subir aucune intervention extérieure.

^(54e) Comme mesure de sécurité supplémentaire, les bureaux électoraux locaux sont déconnectés d'Internet dès la veille des élections et restent hors ligne pendant toute la journée du scrutin. Toutes les informations sont transmises par un réseau privé (intranet).

⁵²⁶ Charger les données signifie insérer les informations nécessaires.

(55e) Avant le début du vote, un rapport appelé *zerésima* est imprimé afin de confirmer qu'aucun vote n'a été enregistré dans les machines. Ce rapport est produit à chaque niveau concerné par les élections. Il s'agit d'un document écrit, imprimé en plusieurs exemplaires et affiché dans la section électorale comme garantie pour les électeurs.

(56e) Après le vote, le *boletim de urna* — un rapport qui présente les votes enregistrés dans cette machine précise — est imprimé et doit correspondre au nombre de votants. Afin de garantir le secret du vote, le système crée également un registre numérique qui mélange les votes de façon à ce que personne ne puisse associer un vote précis à un électeur précis. L'ouverture du scellé et l'impression des rapports sont effectuées à la vue de tous, sous la surveillance des contrôleurs électoraux, sans aucune connexion à Internet et sans que personne ne déplace les machines du lieu de vote.

(57e) Il n'est pas non plus possible de remplacer la clé USB d'une machine à voter car, en plus de la présence des représentants des partis, elle contient des données qui permettent de confirmer que le programme qui y est installé est bien le même que celui de la Justice électorale. Le bulletin émis par le TSE confirmant la transmission des votes doit correspondre au *boletim de urna*. Une copie du *boletim de urna* doit être remise aux représentants des partis et des coalitions — et, si elle est demandée, cela doit être fait dans l'heure qui suit son émission.

(58e) Toutes ces mesures permettent un large contrôle public. Par conséquent, pour qu'une fraude électorale puisse avoir lieu, il faudrait bien plus que la volonté d'un ministre du TSE — il faudrait la participation de tout un réseau de personnes et de méthodes provenant de différents secteurs. Il faudrait également que tout cela se produise dans un délai très court. Et c'est ce qui, jusqu'à présent, a rendu les fraudes impossibles. Mais comme tous ces dispositifs de sécurité sont intégrés, la suppression ou la banalisation de l'un d'entre eux suffirait déjà à rendre le système suspect, surtout en ce qui concerne les rapports publics.

(59e) Ce qui rend nos élections illégitimes, ce n'est pas le traitement électronique ni les machines à voter — ce sont les profondes inégalités présentes dans la campagne électorale elle-même. Une question fondamentale est le pouvoir des partis politiques : les responsables politiques sont liés à leur parti et peuvent même perdre leur mandat au sein de l'Assemblée législative s'ils agissent contre les intérêts de celui-ci.

(60e) Pendant la campagne électorale, le temps de publicité gratuite accordé aux partis à la radio et à la télévision est, lui aussi, mal réparti. Quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du temps de diffusion réservé est réparti entre les six plus grands partis en fonction du nombre de sièges qu'ils occupent à la Chambre des députés. Les 10 % restants sont répartis de manière égale entre tous les autres partis. De plus, il existe une limite aux dépenses des campagnes électorales, ce qui rend les candidats dépendants de la publicité fournie par le gouvernement pour être élus.

(61e) À première vue, cela pourrait sembler juste, mais, dans la pratique, cela maintient la prédominance de la politique héritée de la dictature militaire, même si les partis ont changé de nom au fil du temps. Le fait est que les politiciens qui ont fait partie du gouvernement pendant la dictature ont bénéficié d'une plus grande visibilité lors des élections précédentes. Ils ont donc formé des partis et eu des successeurs politiques qui, parce qu'ils étaient déjà représentés au Congrès dès la réouverture de notre système électoral, sont aujourd'hui beaucoup plus grands et beaucoup plus riches que les autres.

(62e) D'autre part, il faut souligner le manque d'indépendance politique du pouvoir judiciaire, car les juges des plus hautes juridictions sont choisis directement ou indirectement par les responsables politiques. C'est le cas des juges du Tribunal suprême fédéral (STF) — la plus haute instance du pouvoir judiciaire, dont tous les membres sont choisis par le président de la République — ainsi que des juges du Tribunal supérieur électoral (TSE). Cette situation

contraste avec celle des juges de carrière, qui sont soumis à des exigences strictes de neutralité politique, ce qui permet de présumer leur impartialité.

^(63e) Mais le TSE est chargé d'approuver l'enregistrement des nouveaux partis politiques et devrait donc être totalement libre de toute influence politique. L'idéal serait que les juges passent des concours internes pour accéder aux fonctions de juges des plus hautes juridictions et des cours d'appel, en tenant évidemment compte également du mérite et de l'ancienneté. Cela servirait même à encourager les juges à continuer d'étudier.

^(64e) Pour l'instant, cette situation ne constitue pas un problème spécifique pour les élections car, comme nous l'avons dit, le système est protégé par un vaste contrôle public. Mais elle crée des problèmes pour le pouvoir judiciaire dans son ensemble car, bien souvent, l'Exécutif et le Législatif ne veulent pas respecter ses décisions. Pire encore, ils ne respectent souvent même pas les lois et finissent devant la justice. Ils ne devraient donc exercer aucune influence sur les postes les plus élevés du pouvoir judiciaire.

^(65e) Les procédures d'attribution de certaines aides sociales montrent ce problème systémique dans lequel l'Exécutif ne remplit son devoir qu'après l'intervention du pouvoir judiciaire, ce qui fait durer les procédures — alors que, dans ce cas, elles devraient être rapides. Pourtant, une solution systémique pourrait être trouvée s'il n'y avait pas cette prédominance de la politique sur la justice.

^(66e) Cette politique tue la population de manière indirecte en fragilisant notre société, car celle-ci se retrouve dominée par une insécurité qui conduit à l'égoïsme. Tout le monde se concentre sur l'importance de l'argent, puisque ceux qui n'en ont pas sont exposés à de nombreux risques — y compris lorsqu'ils tombent malades. Dans l'actuel Système unique de santé (SUS), il est même relativement facile d'obtenir des consultations dans les spécialités médicales les plus courantes, de faire des examens de base et de recevoir les médicaments les moins chers. Mais au-delà de cela, à moins de saisir la justice, il est difficile d'obtenir ce dont on a réellement besoin. Malgré tout, selon certains témoignages, notre système public de santé reste meilleur que certaines assurances santé aux États-Unis, surtout si l'on considère qu'ils ne disposent pas d'un système public de santé national comme celui du Brésil.

^(67e) Un autre grand problème politique auquel nous sommes confrontés est le manque d'accès à la propriété de la terre pour les agriculteurs — ou pour les personnes qui souhaitent le devenir. Après tout, la nourriture vient de la terre et, si nous ne la produisons pas nous-mêmes, nous sommes à la merci de ceux qui la produisent. Posséder des terres est une forme de pouvoir, et un pays où le peuple a du pouvoir est un pays puissant. C'est une erreur politique qui existe dans notre pays depuis ses débuts.

^(68e) La réforme agraire était l'une des principales réformes défendues par le président renversé en 1964 — et c'est peut-être même la principale raison pour laquelle il a été renversé, bien qu'il ait proposé jusqu'à ses propres terres pour l'expropriation⁵²⁷. Les grands propriétaires et les impérialistes se considèrent comme les propriétaires du pays. Ils ne veulent pas que cela change — et ils sont prêts à tuer pour l'empêcher.

^(69e) Cependant, les expropriations actuelles ressemblent à une sorte de terrorisme social. Souvent, elles visent les mauvaises personnes et épargnent les puissants. De plus, le gouvernement paie beaucoup moins que la valeur réelle des terres et met beaucoup de temps à le faire. Un programme progressif d'achat et de distribution de terres situées près des routes

⁵²⁷ Ce fait a été rapporté le 15 mars 1964 à la une du Jornal do Brasil. Disponible à l'adresse indiquée dans le texte original. https://news.google.com/newspapers?nid=0qX8s2k1IRwC&dat=19920614&b_mode=2

et des sources d'eau — comme le proposait João Goulart — donnerait de bien meilleurs résultats. Les bénéficiaires du programme seraient suivis par le gouvernement, devraient suivre chaque année des cours de perfectionnement et travailler réellement la terre. La production serait suffisante pour payer les mensualités de la propriété, mais le processus permettant d'obtenir le titre définitif de propriété ne commencerait qu'après cinq ans de production prouvée.

(70e) Dans ce programme, le gouvernement pourrait envoyer des agents pour fournir gratuitement, à l'aide de machines et d'équipements, des services de labour et d'entretien des terres à ces nouveaux producteurs. Il pourrait également acheter leur production agricole et leur élevage pour les utiliser dans les écoles, les hôpitaux et même les industries pharmaceutiques. De cette manière, ce serait un investissement avantageux pour l'État en matière d'approvisionnement intérieur. Le transport de ces productions serait également moins cher, puisqu'elles seraient situées au bord des routes et qu'elles serviraient en priorité à approvisionner les régions les plus proches.

(71e) Mais au lieu de soutenir cette production agricole essentielle, le gouvernement l'a également manipulée de manière nuisible. Cela vient du fait que, jusqu'à présent, nous n'avons eu que des dirigeants politiques impérialistes, même si les partis riches se présentent parfois comme étant de droite et d'autres fois comme étant de gauche. En même temps, à certaines périodes, le gouvernement a distribué les aides agricoles de manière inégale, favorisant certains au détriment des autres.

(72e) D'ailleurs, les plus grands problèmes dont nous parlons dans ce livre sont provoqués par la politique impérialiste — comme la manipulation de l'éducation pour créer des analphabètes fonctionnels ou l'utilisation de la radio et de la télévision pour déséduquer la population. Les politiciens sont persuadés d'agir contre la population, mais c'est justement pour cette raison qu'ils acceptent de le faire : ils ont été mal instruits et mal éduqués. Après tout, les politiciens mal éduqués sont moins intelligents et combattent la population par malhonnêteté — alors qu'ils pourraient enrichir tout le monde, y compris eux-mêmes, en vivant dans un environnement riche où ils n'auraient pas besoin de dépenser de l'argent pour assurer leur sécurité.

(73e) Le changement des critères d'attribution des retraites est un autre exemple de l'influence négative de la politique impérialiste qui affaiblit la population. Il n'y a probablement rien qui caractérise davantage l'esclavage que le fait d'être obligé de travailler excessivement — et c'est exactement ce que cette politique encourage. Parmi les pauvres, beaucoup commencent à travailler très jeunes — légalement, dès l'âge de 14 ans. Mais en 1998, l'amendement constitutionnel n° 20⁵²⁸ a relevé l'âge minimum de départ à la retraite et supprimé la possibilité d'une retraite proportionnelle et anticipée. Cela a porté préjudice à tout le monde et surtout aux travailleurs ruraux qui, au Brésil, effectuent des travaux pénibles et commencent généralement à travailler bien plus tôt que les autres catégories de travailleurs.

(74e) Et savez-vous ce qu'il y a de pire dans tout cela ? Notre domination politique est soigneusement organisée pour pousser la population à se battre contre elle-même et maintenir le contrôle entre les mains des impérialistes. Les oligarchies d'entrepreneurs, généralement étrangères, financent les partis riches afin de créer des polarisations en présentant des candidats — aussi bien à droite qu'à gauche — qui ont un taux de rejet élevé. Mais les deux camps servent les intérêts impérialistes. Cela trompe le public et le pousse à choisir un candidat uniquement pour combattre l'autre et, à la fin, l'impérialisme — qui est synonyme de corruption — gagne toujours.

(75e) Comme ces candidats bénéficient d'une plus grande couverture dans les médias de masse, le public finit par entrer dans ce jeu psychologique de polarisation, car il pense que les autres candidats n'ont aucune chance réelle de gagner. Cela entraîne des conflits plus concentrés et plus hostiles entre les gens.

⁵²⁸ Amendement constitutionnel n° 20. Disponible à l'adresse suivante :
http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/emendas/emc/emc20.htm

^(76e) Ce processus est accéléré par les sondages sur les intentions de vote. Lorsqu'un candidat d'un camp arrive en tête de ces sondages, le candidat de l'autre camp gagne de nombreux soutiens. Et comme ce deuxième candidat obtient davantage de soutien, le premier en gagne encore plus, et ce cycle continue jusqu'aux élections. La population finit alors par ignorer le rejet initial du candidat de son propre camp pour se concentrer sur la lutte contre l'autre.

^(77e) Or, il est facile d'influencer les sondages de manière malhonnête sans commettre de fraude évidente. Il suffit que la personne qui réalise le sondage informe et invite les sympathisants de son parti préféré à se rendre aux lieux et aux horaires où les sondages seront réalisés afin qu'ils puissent exprimer leur opinion. Cela ne doit peut-être se produire qu'au début, puisque ce processus peut ensuite continuer de lui-même après cette première impulsion. Et je crois que c'est ce qui se passe.

^(78e) Par conséquent, les gens votent par irritation et non par idéal politique. Ils veulent simplement voter contre l'autre candidat. En général, ils disent avoir voté pour ce candidat que tout le monde rejette parce qu'ils n'avaient personne d'autre pour qui voter. Mais si quelqu'un ne fait confiance à aucun candidat, la bonne chose à faire est de ne pas voter.

^(79e) Ce système pousse les gens à diriger leur vie selon la révolte plutôt que par amour des idéaux. Les doministes font croire à la population que son vote ne compte pas, alors elle cesse de s'intéresser à la politique. Si la population pouvait aussi exprimer son rejet et même annuler une élection si nécessaire, le rejet ne serait pas un problème. En réalité, les informations sur les taux de rejet sont diluées. Peut-être que les politiciens sont élus par 10 ou 20 % de la population — ce sont les votes valides — tandis que le reste de la population les rejette. C'est pour cette raison que les dictateurs actuels préfèrent influencer les résultats plutôt que de bloquer les élections — ainsi, le rejet est toléré au lieu d'entraîner de véritables conséquences.

^(80e) Même les coups d'État sont soutenus par une grande partie de la population. Le coup d'État militaire brésilien a été soutenu par l'élite et par les militaires qui ont manipulé les médias. Ainsi, une grande partie de la population a cru qu'il s'agissait de la volonté de la majorité et s'est soumise parce qu'elle est pacifique face aux consensus sociaux. Il était facile de le croire justement parce que, peu après, nous n'avons plus eu d'élections populaires.

^(81e) Une autre phrase courante affirme que « chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite ». Mais cela n'est pas vrai dans notre pays. Notre corruption ne vient pas du bas vers le haut — elle vient de l'étranger et du haut vers le bas. Cette situation se maintient jusqu'à ce que les pauvres ne voient plus aucune utilité dans leur vote, à part obtenir un sac de ciment ou un panier de produits alimentaires de base. Souvent, l'avantage que les gens voient dans la vente de leur vote est simplement de pouvoir obtenir un jour de repos, car beaucoup de Brésiliens travaillent sans jours de repos, sans congés payés ni jours fériés.

^(82e) Toutes les possibilités que la population aurait pu avoir pour annuler une élection par désapprobation ont été bloquées, car cette possibilité n'est pas prévue par la loi. La loi ne compte que les votes valides, même s'ils sont très peu nombreux, et ignore toutes les autres situations. Pendant les périodes électorales, l'obligation de voter est largement annoncée, ainsi que les sanctions en cas d'absence — comme l'impossibilité de participer à des concours de la fonction publique et la perte de salaire pour les fonctionnaires.

^(83e) La grande illusion créée par ce système, qui est à la fois juridique, politique et psychologique, est l'idée que le vote est réellement obligatoire. Après tout, l'amende pour ne pas voter est extrêmement faible. D'ailleurs, si cette amende n'existait pas pour remplacer le vote, le Brésil ne pourrait même pas se considérer comme une démocratie. L'amende peut être payée n'importe quel jour ouvrable, ce qui annule toute sanction liée au fait de ne pas avoir voté.

(84e) Une des façons de corriger ces influences serait de réglementer les publicités électorales de manière plus équilibrée. L'idéal serait que le temps de publicité gratuite à la radio et à la télévision soit réparti également entre tous les candidats, avec une part légèrement plus importante pour les candidats aux fonctions du pouvoir exécutif.

(85e) Les publicités électorales devraient également être courtes et simples — en montrant uniquement la photo du candidat (la même que celle utilisée sur la machine à voter) et des images réelles de ses travaux précédents. Elles présenteraient uniquement le parcours du candidat, ses priorités de gouvernement et l'adresse des sites des partis. Et ces priorités devraient être précises, par exemple : réduire de 99 % les avantages accordés aux responsables politiques, réduire de 95 % les ressources du fonds des partis, supprimer les « amendements parlementaires » et doubler le salaire des enseignants. Les sites seraient soumis au contrôle de tous, avec des sanctions en cas de publicités trompeuses ou d'attaques sans fondement contre les autres candidats. Sur ces sites, les candidats pourraient expliquer leurs projets de gouvernement plus en détail et être évalués ouvertement par le public.

(86e) Les sondages sur les intentions de vote, quant à eux, devraient tout simplement être supprimés. Tout sondage de ce type devrait être considéré avec méfiance, même s'il existe de nombreuses mesures destinées à lutter contre les fraudes. Ceux qui manipulent notre société lancent une idée et poussent ensuite la société à la réaliser. Par conséquent, supprimer les sondages sur les intentions de vote serait une manière d'éviter cela.

(87e) Le nombre excessif de candidats est un autre facteur qui crée beaucoup de confusion pendant les élections. Cet excès existe d'abord parce qu'aucune élection préliminaire n'est organisée pour choisir ceux qui doivent se présenter. En effet, plus il y a de personnes qui proposent leur candidature, plus les chances de découvrir des dirigeants compétents et honnêtes augmentent, mais au moment des élections elles-mêmes, ce nombre devrait déjà avoir été réduit.

(88e) Avant les élections, les partis politiques inviteraient tous leurs membres à voter pour les candidats selon leur circonscription électorale. Pour les élections nationales, il y aurait une convocation nationale ; pour les élections locales, une convocation locale. Les votants devraient être inscrits dans les partis et le vote pourrait même avoir lieu en ligne. Ce modèle permettrait de faire émerger de nouveaux dirigeants.

(89e) Lors de chaque élection, il y aurait deux types de votes : pour et contre. Cela commencerait dès la phase de sélection des candidats, qui est un point stratégique pour résoudre nos problèmes politiques. De cette manière, les électeurs pourraient exprimer aussi bien leur approbation que leur rejet total, et les votes négatifs d'un candidat annuleraient ses votes positifs. Ainsi, avec des votes simultanés d'approbation et de rejet, nous mettrions fin aussi bien aux duels politiques — qui sont en réalité des mécanismes excitants de division sociale — qu'aux gouvernements dirigés par les candidats les plus rejetés par la population.

(90e) Enfin, pour qu'un candidat soit élu, les votes reçus devraient représenter une proportion importante de la population — au moins 20 % ou 30 % — pour que l'élection soit considérée comme valide. Si personne n'était élu en raison du faible nombre de voix, le remplaçant légal du titulaire actuel occuperait temporairement le poste vacant pendant que de nouvelles élections seraient organisées, cette fois avec des candidats différents de ceux qui avaient participé au premier scrutin.

(91e) Au sein du pouvoir législatif, il y a actuellement un nombre excessif de candidats, ce qui complique le processus de vote. Mais cela arrive parce qu'il existe un excès encore plus important : le nombre trop élevé de membres du Congrès national. Il y a trop de monde ! Cela nuit à la capacité des citoyens à être correctement représentés. Par conséquent, le nombre de parlementaires devrait également être réduit.

(92e) Les parlements ne sont pas des foules — ils doivent être des groupes sélectionnés. Aujourd'hui, le grand nombre de membres est justifié par l'idée que les différents intérêts de

toute la population doivent être représentés. Mais, en réalité, quelques personnes suffisent pour représenter tous les intérêts de la population d'un État. Après tout, les élections ont pour objectif d'unifier les opinions et de réduire les conflits. Toute personne élue doit rendre des comptes à tous les groupes sociaux, et un petit groupe peut tout de même les représenter tous.

^(93e) Si le corps social est traité comme un corps vivant, la société se développe et devient plus égalitaire dans son ensemble — car toutes les parties d'un corps sont importantes. Même une petite coupure ou une petite blessure nous gêne dans tout le corps. De la même manière, le développement social doit être considéré comme quelque chose qui profite à tous. Si nous suivons cette voie, avec le temps, nous pourrions construire une société plus équilibrée.

^(94e) Au contraire, à cause du nombre excessif de membres, il devient impossible de contrôler correctement le Congrès. Par conséquent, nous voyons les parlementaires agir dans leur propre intérêt et contre le bien public. Cela serait beaucoup plus difficile si le Congrès national ne comptait que 100 membres — un nombre suffisant pour prendre des décisions et qui permettrait de suivre plus facilement la manière dont chacun vote.

^(95e) Le manque de contrôle et les abus du Congrès pourraient commencer à être corrigés si les parlementaires étaient obligés de suivre un ordre chronologique pour voter les projets de loi. Cette procédure est utilisée dans le pouvoir judiciaire et apporte plus de transparence et d'honnêteté. Si les parlementaires devaient suivre cette règle, ils devraient être à jour dans leurs fonctions législatives avant de voter sur leurs propres salaires. Cela faciliterait le contrôle du public et augmenterait la pression face à tout abus.

^(96e) Il est important de rappeler que le pouvoir exécutif comme le pouvoir législatif devraient respecter tous les principes de l'administration publique⁵²⁹ — comme le pouvoir judiciaire le fait déjà. Ces principes sont supérieurs à leurs règlements internes. Comme ils ne respectent pas ces principes, c'est comme si leurs membres étaient au-dessus de la loi. C'est d'ailleurs le trait qui nous caractérise le plus comme une dictature, car dans une véritable démocratie, personne n'est au-dessus de la loi.

^(97e) Les cinq principes les plus importants de l'administration publique sont la légalité, l'impartialité, la moralité, la transparence et l'efficacité.

^(98e) Le principe d'économie devrait obliger les responsables politiques à expliquer en détail comment ils dépensent les fonds de leurs cabinets et les différentes aides qui leur sont accordées. Il faut souligner que le simple fait que ces fonds soient entièrement dépensés — compte tenu de leur montant extrêmement élevé — suffit déjà à nous faire soupçonner un manque d'honnêteté de la part des responsables politiques⁵³⁰. En réalité, cela pourrait même servir de moyen indirect pour identifier les politiciens corrompus grâce au portail de la transparence⁵³¹. Mais la situation s'est tellement dégradée que les gens pensent déjà qu'ils sont tous corrompus et essaient de combattre ceux qu'ils détestent le plus en choisissant quelqu'un d'aussi mauvais.

^(99e) En même temps, les communautés pauvres sont souvent poussées à sympathiser avec les responsables politiques et leurs mauvaises habitudes à cause de petits avantages financiers offerts par

⁵²⁹ *Constitution fédérale* de 1988, article 37 — « L'administration publique directe et indirecte de chacun des pouvoirs de l'Union, des États, du District fédéral et des municipalités respectera les principes de légalité, d'impartialité, de moralité, de transparence et d'efficacité, ainsi que les dispositions suivantes : (...) (Rédaction donnée par l'amendement constitutionnel n° 19 de 1998).

⁵³⁰ Les informations sur les membres du pouvoir législatif se trouvent sur le site de la Chambre des députés. Disponible à l'adresse: <https://www.camara.leg.br/deputados/quem-sao>.

⁵³¹ Disponible à l'adresse: <https://www.camara.leg.br/transparencia/gastos-parlamentares>

le gouvernement. Dans de nombreuses petites villes, les politiciens gagnent le soutien du public pendant les campagnes en organisant des fêtes publiques et en distribuant gratuitement de grandes quantités de boissons alcoolisées. Parfois, les gens sont même « achetés » avec de simples glaces ou des bâtonnets glacés. Il y a aussi ceux qui sont payés pour faire campagne pour un politicien et qui se sentent ensuite obligés de voter pour lui avec toute leur famille — simplement parce qu'ils pensent que le candidat est « un type sympa ».

(100e) Et le sommet de l'absurde en matière de détournement d'argent public et d'achat de votes ? Il suffit de regarder la suite : *mensalão*, *orçamento secreto* et *emendas do relator*. Le budget brésilien, qui devrait ressembler à un graphique tracé à la règle et au compas, finit par ressembler plutôt à un gâteau dévoré à grandes bouchées — dont le peuple ne reçoit que les miettes. Franchement, je ne vois pas beaucoup de différence entre le *mensalão*, l'*orçamento secreto* du gouvernement précédent et les actuelles *emendas do relator*. Ce qui est amusant, c'est que ce système a commencé avec un président qualifié de « gauche », puis est passé à un président considéré de « droite », avant de revenir une nouvelle fois à ce même président considéré de gauche.

(101e) Si je devais commenter ce match — où le budget est le ballon — je dirais : « Lula arrive par la gauche, vole le ballon au peuple et commet une faute. L'arbitre arrête le jeu pour accorder un penalty, mais le peuple n'a pas le droit de tirer. À la place, Bolsonaro, qui joue à droite — dans la même équipe que Lula —, prend le ballon et... buuuut ! Maintenant, il n'y a plus personne pour défendre le but — ni le TCU, ni PERSONNE ! Et le Congrès envahit la surface et marque but après but. Trop de buts pour les compter ! L'arbitre dit que les buts ne sont pas valables et que le ballon doit revenir au peuple. Mais les joueurs changent soudain les règles du jeu — et maintenant, les buts sont valables ! C'est de la folie ! De la folie ! De la folie ! Soit le ballon va exploser, soit le filet va se déchirer ! Et le peuple A A-BAN-DON-NÉ le match, mes amis ! Il a tout simplement abandonné ! Tout le monde est parti dans les tribunes pour boire et faire la fête, en encourageant comme des fous les attaquants de l'autre équipe ! Ce sont les politiciens qui paient la fête. »

(102e) Eh bien, pour ceux qui ne s'en souviennent pas, l'affaire du Mensalão — ou action pénale 470 — était un scandale d'achat de votes impliquant des parlementaires pendant le premier mandat de Lula, en 2005. Mais à cette époque, cela a été considéré comme un crime⁵³².

(103e) Cette crise a atteint son plus haut niveau de tension avec un conflit entre le président et le vice-président du STF, les juges Joaquim Barbosa et Ricardo Lewandowski. Le premier considérait que les députés condamnés dans l'action pénale 470 devaient perdre automatiquement leur mandat par décision du STF, tandis que le second considérait que cette décision relevait de la compétence du Congrès national.

(104e) Personnellement, je suis entièrement d'accord avec Joaquim Barbosa et, pour moi, c'est simplement du bon sens — une personne condamnée dans une affaire pénale ne devrait jamais être autorisée à continuer de siéger au Congrès. Mais finalement, l'opinion contraire l'a emporté, et cela a conduit au départ à la retraite du juge Joaquim Barbosa en 2014, officiellement pour des raisons de santé.

(105e) Oui... lorsque l'interprétation du président du Tribunal suprême fédéral est ignorée, c'est comme si l'on discréditait tout le pouvoir judiciaire. Par conséquent, partir discrètement était probablement l'option la plus digne. Et cette idée — selon laquelle le Congrès est supérieur au pouvoir judiciaire — existe encore aujourd'hui, plaçant légalement les législateurs au-dessus de la loi.

(106e) Le pire dans ces abus budgétaires, ce n'est pas seulement l'argent — c'est le mécanisme qui se cache derrière. Il se transforme en une structure pyramidale d'achat de votes, détruisant complètement ce que l'on pourrait appeler la démocratie. Le président débloque des fonds publics afin que les parlementaires puissent réaliser des projets dans leurs circonscriptions électorales. De cette

⁵³² Action pénale 470 — corruption active, corruption passive, détournement de fonds publics, blanchiment d'argent, gestion frauduleuse et association de malfaiteurs. Source : <https://www.stf.jus.br/arquivo/cms/noticianoticiastf/anexo/relatoriomensalao.pdf>

manière, les parlementaires achètent le soutien des électeurs grâce à ces projets — et comment savoir s'ils ne le font pas aussi par d'autres moyens ?

^(107e) En 2020, sous le gouvernement suivant, celui du président Bolsonaro, de « droite », est apparu l'*orçamento secreto* (« budget secret »), plus précisément à la suite d'une coordination du palais présidentiel lui-même avec le soutien du *Centrão*. L'outil utilisé était l'*emenda de relator-geral* (RP-9) — un type d'amendement budgétaire qui, aussi incroyable que cela puisse paraître, ne précise pas clairement *qui l'a demandé, où va l'argent, de quelle somme il s'agit, ni à quoi* elle sera dépensée. Autrement dit, c'est une boîte noire — qui concerne des millions⁵³³.

^(108e) Et là, nous voyons comment les gouvernements se passent « le ballon » de l'un à l'autre comme s'ils appartenaient à la même équipe, et non à une « droite » ou à une « gauche ». Ce qui était le *mensalão* est devenu l'*orçamento secreto*, qui est ensuite devenu les *emendas parlamentares*. Mais je pourrais donner à cela un nom beaucoup plus technique. Les *emendas parlamentares* sont divisées en trois types : *individuelles*, *de bancada* (de groupe parlementaire) et *du rapporteur*.

^(109e) Les *individuelles* sont celles que chaque député ou sénateur propose — et celles-ci doivent effectivement être exécutées obligatoirement, car elles sont *contraignantes*, comme le prévoit l'amendement constitutionnel 86/2015. Quant aux *emendas de relator* — celles qui nous intéressent ici — elles continuent d'exister avec le même manque de transparence, mais sont désormais cachées sous de nouvelles appellations, comme *emendas de comissão* (« amendements de commission ») ou *emendas paralelas* (« amendements parallèles »)⁵³⁴. Autrement dit, l'*orçamento secreto* est simplement devenu un budget sans nom ni prénom. En 2024, par exemple, plus de 8,5 milliards de reais ont été transférés de cette manière — selon des critères peu clairs et sans le contrôle social nécessaire⁵³⁵.

^(110e) Il faut rappeler que, selon l'article 2 de la Constitution, « les pouvoirs sont indépendants et fonctionnent en harmonie entre eux ». Mais l'achat de votes porte directement atteinte à ce principe, car le pouvoir législatif joue alors le rôle du pouvoir exécutif, avec de l'argent qui devrait être géré avec transparence et selon une planification technique. Un député n'a pas été élu pour faire construire des routes — cela relève du maire et du gouvernement fédéral. C'est aussi simple que cela.

^(111e) D'ailleurs, le Tribunal suprême fédéral (STF) a déjà déclaré ces pratiques inconstitutionnelles en 2022, par 6 voix contre 5, en affirmant qu'elles violaient les principes de transparence, d'impartialité et de moralité de l'administration publique⁵³⁶.

^(112e) Mais savez-vous ce qui s'est passé après cette décision ? Rien. Le Congrès a continué à fonctionner de la même manière — simplement sous des noms différents. En 2024, le juge Flávio Dino a ordonné la suspension de ces amendements jusqu'à ce que des règles claires soient définies. Mais, bien sûr, le Congrès préparait déjà un retournement de situation⁵³⁷. Lorsque le Tribunal suprême fédéral a essayé de limiter le pouvoir du Congrès, il a été menacé d'une commission d'enquête parlementaire, d'une procédure de destitution et d'enquêtes. Résultat ? Il a reculé.

⁵³³ Source : CNN Brasil. Disponible à l'adresse: <https://www.cnnbrasil.com.br/politica/stf-julga-suspensao-das-emendas-do-relator-ao-orcamento-entenda/>

⁵³⁴ Source : Agência Senado. Disponible à l'adresse: <https://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2023/01/10/emendas-parlamentares-o-que-sao-e-qual-a-diferenca-entre-as-deputados-e-de-senadores>

⁵³⁵ Source : Terra. Disponible à l'adresse <https://www.terra.com.br/noticias/brasil/politica/governo-e-congresso-criam-emendas-paralelas-e-turbinam-novo-orcamento-secreto-diz-transparencia>.

⁵³⁶ CF/88, art. 37. Source : CUT. Disponible à: <https://www.cut.org.br/noticias/stf-acaba-com-orcamento-secreto-e-exige-transparencia-para-distribuicao-de-dinheiro-41ee>

⁵³⁷ Source : Agência Brasil. Disponible à <https://agenciabrasil.ebc.com.br/justica/noticia/2024-10/dinoman-tem-suspensao-de-emendas-do-orcamento-secreto>.

(113e) Par conséquent, en 2024, la LOA — Loi budgétaire annuelle — a prévu plus de 50 milliards de reais en amendements parlementaires — de l'argent qui devrait être utilisé de manière technique, rationnelle et au bénéfice de la population. Lula en a réduit une partie au début de l'année, en limitant le montant à 30 milliards de reais, mais le Congrès a approuvé une augmentation. Et cela se répète année après année, comme si c'était normal⁵³⁸ — avec des montants toujours plus élevés.

(114e) Si tout cela ressemble à une grande histoire de chantages et d'omissions, c'est peut-être parce que c'en est réellement une. Pendant ce temps, le peuple continue à ne pas savoir où va l'argent, qui décide de quoi et pourquoi certains travaux apparaissent « de nulle part » à l'approche des élections.

(115e) Ainsi, même ce type de situation — qui est, en réalité, illégal — pourrait peut-être être empêché par une mesure simple : imposer un ordre chronologique dans le vote des projets de loi. Cela suffirait déjà à ralentir le processus et à donner au pouvoir judiciaire assez de temps pour intervenir et bloquer ces propositions avant même leur adoption.

(116e) En même temps, les massacres, les tortures et les formes d'oppression choquantes qui se produisent ici ne sont pas racontés aux élèves. Cela a rendu le peuple plus soumis, comme s'il était un mendiant face à un gouvernement riche. Mais le pays serait réellement riche sans la malhonnêteté de ses responsables politiques.

(117e) Le montant des salaires des responsables politiques devrait être fixé à un nombre déterminé de salaires minimums, sans dépasser dix. Il faut noter que mesurer les salaires en multiples du salaire minimum ne signifie pas les lier directement au salaire minimum, mais simplement utiliser cette valeur comme unité de mesure salariale⁵³⁹. Les responsables politiques devraient également être obligés d'utiliser les services publics — écoles, hôpitaux, transports, tout. Ce n'est qu'ainsi qu'ils cesseraient de voir un avantage à nuire à la population pour se placer au-dessus d'elle, puisqu'ils ne seraient pas différents du reste de la population.

(118e) Au contraire, aujourd'hui, les responsables politiques représentent une charge financière pour la population en raison du coût élevé de leurs salaires, des fonds de leurs cabinets, des différentes aides, du fonds électoral et, surtout, des amendements parlementaires. Ils trouvent des moyens de faire fonctionner ce système parce que les impôts ne sont pas toujours affectés à des usages précis, comme c'est le cas de l'impôt sur la propriété des véhicules automobiles (IPVA). Si tous les impôts étaient correctement affectés aux usages auxquels ils sont destinés, il n'y aurait pas d'argent « supplémentaire » pour les responsables politiques tant que les besoins essentiels de la population ne seraient pas satisfaits.

(119e) La loi ne réserve pas l'IPVA à l'entretien des routes et des autres voies pavées. Souvent, après avoir réparé les routes, le gouvernement les confie à des sociétés concessionnaires qui font payer des péages pour leur utilisation. Mais il ne serait logique de faire payer l'IPVA que s'il servait réellement à la construction et à l'entretien des routes — et aucun paiement supplémentaire ne devrait être autorisé.

(120e) Je pense que, si nous faisons tous le bien de la société grâce à des collaborations — par notre travail ou notre argent — nous aurions peut-être très peu besoin d'un administrateur.

(121e) Notre population n'agit pas encore dans son propre intérêt parce que, malheureusement, elle se révolte contre le manque d'action des responsables politiques et réagit de manière égoïste. Mais ces efforts pourraient être une manière beaucoup plus efficace de préparer une candidature que de distribuer des cadeaux aux électeurs. Par exemple, lorsque je plante au bord des voies publiques, j'attire l'attention aussi bien de la population que des responsables politiques. Beaucoup de politiciens essaient de m'en empêcher parce qu'ils voient cela comme une concurrence — mais je ne veux pas rivaliser avec eux ; je veux simplement agir.

⁵³⁸ Source : Transparência Internacional. Disponible à : <https://www.transparencia.org.br/posts/congresso-aprova-proposta-que-perpetua-orcamento-secreto/>

⁵³⁹ La *Constitution Fédérale de 1988*, à l'article 7, alinéa IV, interdit de lier le salaire minimum à quelque fin que ce soit.

(122e) Pendant ce temps, les impérialistes continuent d'agir comme une mafia, en influençant le corps social comme s'ils faisaient pression sur une seule personne. Et la population reste sous leur contrôle parce qu'elle ne peut pas annuler une élection, ce qui lui fait croire qu'elle doit accepter l'un des « grands candidats ».

(123e) Je considère que le moyen dont nous disposons pour essayer de changer cette situation est de refuser de nous laisser influencer par les sondages d'opinion. Nous devons donc voter pour quelqu'un en qui nous croyons vraiment, ou pour un candidat qui n'appartient pas aux grands partis — ou, si nécessaire, choisir collectivement de ne pas voter. La machine politique brésilienne fonctionne mal et elle ne recommencera à fonctionner correctement que si nous interrompons la continuité de ce cycle de domination politique. Nous devons donc chercher avec persévérance des personnes qui ne font pas partie de ce réseau de protégés qui domine notre système politique. Cela implique également de faire face à la domination d'organisations comme la franc-maçonnerie, qui conduisent à la domination impérialiste.

(124e) Voyez, s'il existe des monuments de la franc-maçonnerie à l'entrée des villes — qui sont des espaces publics et non privés — nous devons soupçonner qu'elle est également présente au sein du gouvernement. Mais, en général, personne n'ose affronter cette vérité. Nous devons apprendre de Gandhi⁵⁴⁰ et de la méthode du *Satyagraha*⁵⁴¹ qui repose sur la désobéissance civile sans violence et sur la résistance par la vérité. Avant tout, il était un dirigeant spirituel, car l'intelligence spirituelle doit être présente dans toutes les dimensions de notre vie. Et l'intelligence spirituelle nous conduit à prendre soin de l'ensemble, et pas seulement de certaines parties.

(125e) Pour moi, aucun gouvernement ne dépasse celui de Dieu. Toute personne occupant une fonction politique n'est qu'une partie de Son plan. Prions Dieu pour qu'Il touche le cœur des êtres humains et transforme cette réalité politique — car rien ne Lui est impossible. Si vous êtes athée, croyez en une grande onde mentale qui, lorsqu'elle est stimulée, se propage dans tous les esprits. C'est pourquoi rien ne peut la bloquer et qu'elle peut tout changer.

(126e) En même temps, je propose que nous ne dépendions pas de la politique pour construire un monde meilleur. Faisons plutôt tout ce que nous pouvons pour améliorer le monde autour de nous par de bonnes actions. Et surtout, je propose que chacun persiste à faire pression pour obtenir les changements politiques qui doivent avoir lieu.

(125e) Pour moi, aucun gouvernement ne dépasse celui de Dieu. Toute personne occupant une fonction politique n'est qu'une partie de Son plan. Prions Dieu pour qu'Il touche le cœur des êtres humains et transforme cette réalité politique — car rien ne Lui est impossible. Si vous êtes athée, croyez en une grande onde mentale qui, lorsqu'elle est stimulée, se propage dans tous les esprits. C'est pourquoi rien ne peut la bloquer et qu'elle peut tout changer.

(126e) En même temps, je propose que nous ne dépendions pas de la politique pour construire un monde meilleur. Faisons plutôt tout ce que nous pouvons pour améliorer le monde autour de nous par de bonnes actions. Et surtout, je propose que chacun persiste à faire pression pour obtenir les changements politiques qui doivent avoir lieu.

POST-CHAPITRE — LA GUERRE ISRAËL-HAMAS

(1er) Au début de ma mission, j'ai compris que je devais rester à l'écart des contenus audiovisuels de divertissement et des informations en général, car nous entrions dans une période de profonde

⁵⁴⁰ **Mohandas Karamchand Gandhi** (1869 -1948) — était indien et fut l'un des pacifistes les plus remarquables de l'humanité après Jésus. Il était avocat. Il a œuvré pour l'indépendance de l'Inde face à la domination britannique. Le titre honorifique Mahātmā (sanskrit : « grande âme », « vénérable ») lui a été attribué pour la première fois en 1914, en Afrique du Sud, et il est aujourd'hui utilisé dans le monde entier. Source : Wikipédia. Disponible à : https://en.wikipedia.org/wiki/Mahatma_Gandhi.

⁵⁴¹ *Satyagraha* (sanskrit : *satya*, « vérité » ; *āgraha*, « insistance » ou « s'attacher à ») — signifie s'attacher à la vérité ou force de la vérité. Il s'agit d'une forme particulière de résistance non violente ou de résistance civile. Ce terme est composé des mots sanskrits *satya* (« vérité ») et *āgraha* (« insistance respectueuse » ou « tenir fermement »). Source : Wikipédia. Disponible à : <https://en.wikipedia.org/wiki/Satyagraha>.

confusion idéologique. Je ne pouvais pas laisser cela m'influencer. Ainsi, dans la version la plus ancienne de ce livre, il y avait des passages dispersés d'une histoire dans laquelle le personnage d'une « folle » conseillait aux femmes vivant dans les zones de conflit de la guerre en Palestine de partir avec leurs enfants. J'ai commencé à parler de la guerre entre Arabes et Juifs en prenant comme exemple ce qui s'était passé en 1967, même si, en 2017, la guerre en Palestine n'avait pas encore commencé.

(2^e) La guerre actuelle est, d'une certaine manière, un prolongement de la guerre de 1967 car, pendant cette guerre, Israël a pris le contrôle de la bande de Gaza, de la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et du plateau du Golan. L'occupation de ces territoires a créé les conditions de la crise israélo-palestinienne actuelle.

(3^e) Malgré cela, j'ai eu du mal à comprendre les sentiments qui m'envahissaient, surtout après le début de cette guerre, lorsque j'ai entendu pour la première fois l'expression « guerre des récits ». Cela signifie qu'il existe différentes versions de l'histoire et que les deux camps sont accusés de commettre des crimes de guerre. Des milliers de civils ont été tués alors qu'ils faisaient des choses essentielles, comme chercher de la nourriture ou une aide médicale, ce qui montre la profondeur de cette crise d'inhumanité. En même temps, nous assistons également à une crise mondiale de confiance envers les gouvernements, dans laquelle les dirigeants ne tiennent pas leurs promesses et font parfois exactement ce qu'ils avaient promis de ne pas faire.

(4^e) Il faut rappeler que Jésus était juif et qu'il a vécu dans cette région. Il existe d'ailleurs des passages de la Bible dans lesquels, comme beaucoup d'autres personnes, je comprends qu'Il parle de ces conflits concernant Israël. Matthieu Le montre en train d'en parler sur le mont des Oliviers peu avant Sa crucifixion ; Luc dit qu'Il en a parlé sur le chemin de la croix. Il a même parlé des bébés⁵⁴², ce qui nous rappelle l'un des aspects les plus choquants de cette guerre — elle a commencé par l'enlèvement et le meurtre de bébés israéliens devant les caméras⁵⁴³.

(5^e) Et maintenant, en réalité, je n'ai réussi à comprendre ce qui se passait dans cette guerre que grâce à mes intuitions et aux avertissements de Jésus sur le chemin de la croix. Et ce que ces avertissements voulaient dire, c'est que des femmes et des enfants seraient utilisés comme boucliers et comme outils politiques par le Hamas. Ce groupe est resté au pouvoir en Palestine après que ses partisans ont été élus démocratiquement en 2006, mais aucune autre élection démocratique n'a eu lieu depuis.

(6^e) Pour toutes ces raisons, je crois que le conservatisme islamique en Palestine a atteint son point le plus critique en ce qui concerne les femmes. Il faut souligner que les extrémistes islamistes comme le Hamas comptent parmi les groupes les plus intolérants envers les autres religions et qu'ils combattent toute forme de liberté. J'attends avec impatience le jour où les dirigeants musulmans se prononceront contre ces extrémistes et diront qu'ils n'appartiennent pas à l'islam, pour des raisons clairement énoncées dans le Coran. Après tout, le Coran dit que tuer une personne innocente revient à tuer toute l'humanité⁵⁴⁴. Et ce que nous voyons, c'est que lorsqu'un peuple ne contrôle pas ses pires instincts, c'est comme si tout ce peuple en devenait responsable. Ainsi, de nombreux extrémistes islamistes ont maltraité les femmes et ont également tué au nom de l'islam, donnant à cette religion une image primitive et violente dans le monde entier.

(7^e) De plus, comme tous les psychopathes, le Hamas manipule l'opinion publique en mettant en scène des attaques et en utilisant des images de ces moments — des situations qu'il crée puis attribue à Israël. Ses membres sont des spécialistes du marketing, ce que beaucoup de terroristes ont en commun. Parfois, ils créent ces scènes pour provoquer la peur, comme lors du 11 septembre, et d'autres fois simplement pour obtenir quelque chose en échange.

⁵⁴² BIBLE, *Luc* 23,28-29.

⁵⁴³ BIBLE, *Matthieu* 24,6-14 ; *Luc* 21,9-28, ainsi que *Marc* 13,7-10.

⁵⁴⁴ Coran, sourate 5 (Al-Ma'ida), verset 32 (traduction courante) — « Celui qui tue une personne innocente... c'est comme s'il avait tué toute l'humanité. Et celui qui sauve une vie, c'est comme s'il avait sauvé toute l'humanité. »

^(8e) Ainsi, nous finissons par voir de nombreux chrétiens défendre avec passion ces terroristes ou leurs partisans — même s'il s'agit des mêmes groupes qui tuent des chrétiens de manière extrêmement cruelle. Et le pire, c'est que personne n'en parle. C'est comme si la vie des chrétiens ne comptait pas.

^(9e) La vérité est que le terrorisme doit prendre fin, car son existence même est une attaque contre la paix et crée de l'insécurité dans le monde entier. Cependant, la bonne manière de le combattre serait de s'attaquer aux idées terroristes. Le machisme, par exemple, qui est la principale idéologie terroriste, est alimenté de tous les côtés avec l'approbation du monde entier... sans compter que, de fait, nous vivons dans une société qui alimente la terreur.

^(10e) Ainsi, selon la loi des hommes, Israël a exercé son droit à la légitime défense⁵⁴⁵, même s'il est certain que Jésus ne prêche pas la violence, pas même en situation de légitime défense⁵⁴⁶. Et ce n'est pas sans raison : si la paix était construite par les idées, personne n'aurait besoin d'utiliser la force pour la maintenir. D'ailleurs, si le peuple palestinien souffre de cette situation, c'est en partie parce qu'il protège les terroristes. Si la population collaborait en dénonçant le Hamas, Israël pourrait agir avec plus de précision et causer moins de morts. Mais, bien sûr, ceux qui ne protègent pas le Hamas risquent eux aussi d'être tués.

^(11e) Je vois cette guerre comme si les terroristes avaient rencontré quelqu'un de plus fort qu'eux, comme une conséquence naturelle de leurs abus, conformément à ce que nous lisons dans les paroles de Jésus : « Depuis les jours de Jean-Baptiste jusqu'à présent, le royaume des cieux est emporté de force, et les violents s'en emparent. » (BIBLE, *Matthieu* 11:12). Ainsi, l'équilibre du monde continue à être obtenu par la violence, alors que la simple lutte contre le machisme pourrait déjà être efficace. C'est pourquoi mon message principal dans l'histoire de la folle était que les femmes quittent cet endroit avec leurs enfants afin d'éviter ce massacre. Et cela, selon l'histoire, mettrait fin à cette guerre, car même les hommes ne resteraient pas là sans les femmes. Mais c'était précisément pour cette raison qu'elle était appelée « folle ». Les femmes pensaient qu'elles ne pouvaient pas changer cette réalité. D'ailleurs, c'est aussi de cette manière que les gens ont tendance à se comporter avec moi.

^(12e) Maintenant, remarquez que les Juifs ont eux aussi connu des conflits et des persécutions dans le monde entier tout au long de leur histoire. En ce moment, ils sont en train de perdre la guerre des récits et subissent des pressions venues du monde entier. Ces catastrophes se produisent parce qu'ils ont attiré sur eux une malédiction liée au sang de Jésus — qui n'était pas seulement leur roi sans péché, mais aussi le Messie. Ils ont déclaré que Son sang devait retomber sur eux, assumant la responsabilité de Sa mort afin que Pilate puisse se laver les mains : « Et tout le peuple dit : "Que son sang soit sur nous et sur nos enfants!" » (BIBLE, *Matthieu* 27,25). Et Jésus n'a pas été le seul messager de Dieu à être victime de leur vanité en tant que peuple⁵⁴⁷.

⁵⁴⁵ Art. 25 du décret-loi 2848, *Code pénal brésilien* — « Est considéré comme agissant en état de légitime défense celui qui, en utilisant de manière modérée les moyens nécessaires, repousse une agression injuste, actuelle ou imminente, contre son propre droit ou celui d'autrui. » (Rédaction donnée par la loi n° 7.209 du 11 juillet 1984). (Voir ADPF 779). « Paragraphe unique. Lorsque les conditions prévues dans le présent article sont respectées, est également considéré comme agissant en état de légitime défense l'agent de sécurité publique qui repousse une agression ou un risque d'agression contre une victime retenue en otage pendant la commission d'un crime. »

⁵⁴⁶ BIBLE, *Matthieu* 26,52 — « Alors Jésus lui dit : "Remets ton épée à sa place; car tous ceux qui se serviront de l'épée, périront par l'épée. »

⁵⁴⁷ BIBLE, *Matthieu* 23,37 — « Jérusalem, Jérusalem, toi qui tues les prophètes et qui lapides ceux qui te sont envoyés ! Combien de fois ai-je voulu rassembler tes enfants, comme une poule rassemble ses poussins sous ses ailes... et tu ne l'as pas voulu ! »

(13e) Par conséquent, en tant que chrétiens, nous avons toutes les raisons de ne pas prendre parti dans ce conflit, car ce sont des peuples qui ne nous écoutent pas. Mais ici, au Brésil, nous voyons se créer une polarisation politique : la droite politique soutient Israël — alignée sur le bloc impérialiste capitaliste — et la gauche politique soutient la Palestine — alignée sur le bloc impérialiste communiste. Ceux qui lisent les nouvelles de 1967 peuvent constater qu'il n'y a rien de nouveau sur ce point.

(14e) Aucune guerre ne nous appartient — et, la plupart du temps, elle n'appartient même pas aux personnes qui y sont impliquées, mais seulement à leurs dirigeants. Un véritable chrétien ne pense ni à tuer ni à mourir, mais à aller à la guerre uniquement pour aider à sauver des vies et à faire sortir les gens des zones de conflit.

(15e) Avant tout, nous devrions donner plus de visibilité aux massacres de chrétiens dans le monde entier, afin que les gens puissent également leur offrir de l'aide et un refuge. Mais, sans aucun doute, cela ne signifie pas que nous ne pouvons pas aussi aider les personnes impliquées dans cette guerre et les réfugiés qui en sont victimes.



Images XIV

Ci-dessous, un article tiré du Jornal do Brasil du 11 juin 1967, premier cahier, page 4.

Israéliens ne se retirent pas des territoires qu'ils occupent

Israelenses não devolvem territórios que ocuparam

Jerusalém, Telex (AFP-UPI-JB) — O Ministro brasileiro de Informação, Sr. Israel Galilo, declarou ontem que Israel não voltará às suas antigas fronteiras porque sua vitória na guerra com a Síria, Jordânia e República Árabe Unida trouxe os efeitos de armistício anteriores.

Afirmou o Ministro de Informação de Israel que o Governo de seu país realizou consultas com o objetivo de assegurar as vitórias alcançadas nos campos de batalha e acordou que Israel "não pode aceitar a volta do status quo reinante antes de se iniciarem as hostilidades".

DENÚNCIA

Os acordos de armistício entre Israel e os países árabes, assinados depois da independência de Israel em 1948 e da guerra de

Suez, em 1956, foram denunciados, também, pelo General Itzhak Alon, Ministro do Trabalho e líder da esquerda socialista no Governo do Primeiro-Ministro Levi Eshkol.

Falando em uma reunião em Haifa, o Ministro acrescentou que o Governo israelense não pode contentar-se agora com duas condições provisórias com seus vizinhos.

A condição essencial, prosseguiu o Ministro, para estabelecer relações entre Israel e seus vizinhos árabes deve ser o reconhecimento mútuo dos limites árabs não reconhecidos antes da criação de Israel, para acabar assim com a causa principal de guerra.

O General Itzhak Alon concluiu afirmando que os árabes de Israel comportaram-se todos, desde o início da crise, como cidadãos leais do Estado de Israel.

La série de coupures de presse qui suit concerne les informations publiées par le Jornal do Brasil à des moments décisifs du coup d'État militaire brésilien. Ci-dessous, la une du 14 mars 1964, avec un article sur le rassemblement organisé la veille par João Goulart sur la place de la gare Central do Brasil, dans la ville de Rio de Janeiro, où il a annoncé son intention de promouvoir des changements structurels et politiques dans le pays.

Goulart décrète l'expropriation de terres, nationalise des raffineries et demande une nouvelle Constitution

Goulart decreta a desapropriação de terras, encampa refinarias e pede nova Constituição

A PRAÇA MARAVILHOSA



O Presidente João Goulart, depois de assinar, no Palácio das Laranjeiras, o decreto da Supra — passo inicial para a reforma agrária — e o da encampação de refinarias particulares de petróleo, anunciou ontem no comício da Central do Brasil o tabelamento, dentro de

horas, dos aluguéis, e prometeu lutar pela reforma da Constituição, a fim de promover o "desenvolvimento" do País com justiça social".

— Nenhuma força será capaz de impedir que o Governo continue a assegurar absoluta liberdade ao povo brasileiro. E para isto podemos declarar, com orgu-

Protesto com velas

Durante o meeting, cuja ordem foi garantida pela maior demonstração de força bélica já vista em atos dessa na-

ção, dos alugueis, e prometeu lutar pela reforma da Constituição, a fim de promover o "desenvolvimento" do País com justiça social".

— A sugestão desse protesto mudo foi dada através de telefonemas anônimos, mas o movimento restringiu-se apenas a trinta aparta-

Ci-dessous, le journal du 31 mars 1964, premier cahier, page 13, au début du coup d'État militaire brésilien, montrant la crise politique dans laquelle se trouvait le Brésil.

La CGT menace une grève générale pour garantir Goulart au pouvoir CGT ameaça greve geral para garantir Goulart no Governo

O Comando-Geral dos Trabalhadores (CGT), que mantém a luta por Goulart, anunciou ontem que fará uma greve geral em 1º de maio, para garantir a permanência de João Goulart no poder.

O CGT, que mantém a luta por Goulart, anunciou ontem que fará uma greve geral em 1º de maio, para garantir a permanência de João Goulart no poder.

O Comando-Geral dos Trabalhadores (CGT), que mantém a luta por Goulart, anunciou ontem que fará uma greve geral em 1º de maio, para garantir a permanência de João Goulart no poder.

O CGT, que mantém a luta por Goulart, anunciou ontem que fará uma greve geral em 1º de maio, para garantir a permanência de João Goulart no poder.

Ci-dessous, le journal du 1er avril 1964, page 4, premier cahier. Les militaires commencent à intervenir dans les communications en prenant le contrôle de stations de radio et de journaux.



Ci-dessous, des manifestations pendant le coup d'État militaire⁵⁴⁹ et des images du Festival international de la chanson de 1968, au cours duquel Geraldo Vandré⁵⁵⁰ a été empêché de recevoir le premier prix, malgré le fait que sa chanson, *Pra não dizer que não falei das flores*, avait été acclamée par le public.



⁵⁴⁸ Tous les articles sont disponibles à l'adresse suivante:

:https://news.google.com/newspapers?nid=0qX8s2k1IRwC&dat=19920614&b_mode=2

⁵⁴⁹ Images provenant des liens https://pt.wikipedia.org/wiki/Ditadura_militar_brasileira e <https://biblioo.info/censura-o-fantasma-que-volta-a-assustar-as-bibliotecas-brasileiras/>. L'AI-5 interdisait les manifestations populaires à caractère politique, suspendait l'*habeas corpus* pour les crimes politiques et imposait une censure préalable aux journaux, aux revues, aux livres, aux pièces de théâtre et aux chansons.

⁵⁵⁰ est le nom d'artiste de Geraldo Pedrosa de Araújo Dias (João Pessoa, 12 septembre 1935), avocat, chanteur, compositeur et poète brésilien. Source : Wikipédia. Disponible à l'adresse: https://pt.wikipedia.org/wiki/Geraldo_Vandr%C3%A9.